



DE ROUBAIX-TOURCOING

JUSTICE ET CONCILIATION

Le moment semble venu de mettre un terme au douloureux conflit qui oppose l'une à l'autre deux parties de la France. Les organisations ouvrières sont entrées dans le mouvement pour défendre le principe de la nationalisation des grands services publics. Le geste qu'elles ont accompli a été assez énergique pour avoir été compris du pays tout entier. Ce n'est pas, par pure légèreté, que des syndicats puissants comme ceux des mineurs ont entrés en ligne : c'est parce qu'ils ont vu, au-delà même des revendications des éléments, la défense d'une idée fondamentale du syndicalisme.

On doit reconnaître que la grève présente se déroule dans un calme qui fait honneur aux organisations responsables. Pas de tumulte, partout l'ordre le plus complet. Parcourez nos villages du pays minier, vous n'y verrez pas de foules armées. Les mineurs sont dans leurs jardins, paisiblement occupés aux travaux de la terre. A Dunkerque, où quatre mille dockers sont en grève, les rues sont tranquilles, les quais n'offrent aucun des spectacles turbulents des grèves du passé.

Il en est de même partout. Cette discipline continuée a fait plus d'impression sur les populations que les débats d'assemblées mouvementées. Qu'une solution satisfaisante pour les revendications ouvrières intervienne et le travail reprend partout. La France en a grand besoin.

Qu'au contraire, la cause du malaise national persiste et le chômage se poursuivra, avec des hautes et des bas peut-être, mais avec un sentiment de mécontentement aggravé et la tranquillité nationale ne se rétablira pas de sitôt. Est-il donc impossible d'arriver à une solution d'apaisement ? Nous ne le pensons pas.

Le syndicalisme est aujourd'hui une des forces constitutives du pays. Plus que la Confédération Générale du Travail que les Syndicats et les Fédérations ne peuvent être supprimés. La loi de 1884 leur donne le droit à l'existence. Le Président du Conseil l'a reconnu : « La C. G. T. est un organisme qui, tel qu'il est, prévu par la loi, ne peut et ne doit rendre les plus grands services... »

Il ne se peut donc pas que le droit syndical soit atteint à l'issue du conflit présent, malgré les désirs cyniquement exprimés par la presse réactionnaire, trop prompt à se réjouir. Dans le différend qui oppose gouvernement et C. G. T., un seul point est réellement en jeu : admettra-t-on la discussion du programme des nationalisations ?

L'arbitrage de ce différend revient au Parlement malheureusement en chômage depuis quinze jours, et qui doit prendre, lui aussi, ses responsabilités. C'est le Parlement qui a la mission de faire les lois et la nationalisation des services publics, chemins de fer, mines, etc., ne peut être consacrée que par des lois.

Il appartient à la Chambre de se prononcer, dès sa rentrée. Nous comprenons bien que les ouvriers ont de sérieuses appréhensions à la pensée que c'est la Chambre, composée surtout de réactionnaires, qui aura à décider des transformations à introduire dans le régime des voies ferrées.

De la "Gazette des Ardennes" aux Poteaux de Vincennes

Quatre des dénonciateurs de Laon, Toqué, Lemoine, Herbert et la femme Aubert ont été fusillés hier.

L'exécution de quatre des traités qui, dans les régions avouées, dénoncent des Français aux agents des kommandanturs, Georges-Léon Toqué, dit Régis Huret, Aloïse Lemoine, Léonard Herbert, et la femme Alice Aubert, qui ont été fusillés par la suite au lever du jour, au polygone de la Maison Blanche, à Vincennes.

C'est le 28 juillet dernier, après des débats qui durèrent 37 minutes, qu'ils furent condamnés à mort à l'unanimité, pour intelligences avec l'ennemi, par le même conseil de guerre.

Leur orlimes Toqué était condamné pour sa collaboration à la "Gazette des Ardennes" et ses dénonciations aux autorités allemandes de la région de Laon. Lemoine, Herbert et la femme Aubert avaient été condamnés pour leur rôle dans la dénonciation de la maison Blanche.

Leur orlimes Toqué était condamné pour sa collaboration à la "Gazette des Ardennes" et ses dénonciations aux autorités allemandes de la région de Laon. Lemoine, Herbert et la femme Aubert avaient été condamnés pour leur rôle dans la dénonciation de la maison Blanche.

Leur orlimes Toqué était condamné pour sa collaboration à la "Gazette des Ardennes" et ses dénonciations aux autorités allemandes de la région de Laon. Lemoine, Herbert et la femme Aubert avaient été condamnés pour leur rôle dans la dénonciation de la maison Blanche.

Leur orlimes Toqué était condamné pour sa collaboration à la "Gazette des Ardennes" et ses dénonciations aux autorités allemandes de la région de Laon. Lemoine, Herbert et la femme Aubert avaient été condamnés pour leur rôle dans la dénonciation de la maison Blanche.

Leur orlimes Toqué était condamné pour sa collaboration à la "Gazette des Ardennes" et ses dénonciations aux autorités allemandes de la région de Laon. Lemoine, Herbert et la femme Aubert avaient été condamnés pour leur rôle dans la dénonciation de la maison Blanche.

Leur orlimes Toqué était condamné pour sa collaboration à la "Gazette des Ardennes" et ses dénonciations aux autorités allemandes de la région de Laon. Lemoine, Herbert et la femme Aubert avaient été condamnés pour leur rôle dans la dénonciation de la maison Blanche.

Leur orlimes Toqué était condamné pour sa collaboration à la "Gazette des Ardennes" et ses dénonciations aux autorités allemandes de la région de Laon. Lemoine, Herbert et la femme Aubert avaient été condamnés pour leur rôle dans la dénonciation de la maison Blanche.

Leur orlimes Toqué était condamné pour sa collaboration à la "Gazette des Ardennes" et ses dénonciations aux autorités allemandes de la région de Laon. Lemoine, Herbert et la femme Aubert avaient été condamnés pour leur rôle dans la dénonciation de la maison Blanche.

Sanglant Drame de Grève à Burbure

Un Mineur tué un de ses camarades d'un coup de fusil à bout portant

La grève des mineurs se poursuit en général dans le Pas-de-Calais au milieu du calme le plus complet. Toutefois, un incident d'exceptionnelle gravité qui, dès qu'il fut connu, provoqua la consternation et la plus vive indignation dans tous les milieux grévistes indistinctement, marqua la journée d'hier à Burbure, petit village à cheval sur la route nationale de Pernes à Lillers, à 3 kilomètres environ de cette dernière localité.

Voici, impartialement relatés, les faits tels qu'ils nous furent rapportés à Burbure même, sur les lieux du drame, où nous-même sommes rendu aussitôt que la tragique nouvelle nous fut parvenue.

Patrouille traquée Depuis quelque temps, il avait été signalé aux grévistes de Rimbart et de Burbure, qu'en dépit des décisions du Syndicat, certains ouvriers, peu nombreux d'ailleurs, continuaient à travailler, comme cela se produit d'ordinaire dans toutes les grèves.

Un jour, un petit mineur, simple demeure d'ouvrier, aux murs crépis à la chaux, coquette en linteaux rouges et située à l'entrée de Burbure-Village sur la route de Rimbart, habitait avec sa famille un de ces refuges, que, non qualifiés en Pays Noir du nom de « renard ».

Gaz Emile, âgé de 34 ans, né à Fiefs, arrondissement de Saint-Pol, domicilié à Burbure, était connu comme continuant à travailler à la fosse 4 à Rimbart, où il était employé.

Après avoir été traqué pendant quelque temps, il fut surpris par une patrouille de mineurs descendant la côte venant de Rimbart et s'arrêtant devant la maison de Gaz. Un des grévistes s'avance et frappa à la porte.

Après avoir été traqué pendant quelque temps, il fut surpris par une patrouille de mineurs descendant la côte venant de Rimbart et s'arrêtant devant la maison de Gaz. Un des grévistes s'avance et frappa à la porte.

Après avoir été traqué pendant quelque temps, il fut surpris par une patrouille de mineurs descendant la côte venant de Rimbart et s'arrêtant devant la maison de Gaz. Un des grévistes s'avance et frappa à la porte.

Après avoir été traqué pendant quelque temps, il fut surpris par une patrouille de mineurs descendant la côte venant de Rimbart et s'arrêtant devant la maison de Gaz. Un des grévistes s'avance et frappa à la porte.

Après avoir été traqué pendant quelque temps, il fut surpris par une patrouille de mineurs descendant la côte venant de Rimbart et s'arrêtant devant la maison de Gaz. Un des grévistes s'avance et frappa à la porte.

ALILLE

Communiqué du Comité de grève

Situation excellente : développement du mouvement gréviste, principalement dans l'ameublement et la menuiserie. Les ouvriers du Gaz sont en grève au complet.

REUNION. — Ce matin, à Marquain-Baroué, très belle réunion au Gymnase. 1.200 grévistes ont été présents. Les délégués ont été élus : PUYDIEUX, DES DOCKERS, et PAUWELS, des Inscriptions, BEQUART, VERHELST, du Bâtiment, BAIATTE, des Tramways, BONDUEUX, des Inscriptions, etc.

LE MATIN. — A trois heures et demie, boulevard de Boles, 5.000 grévistes ont assisté au meeting organisé par la C. G. T.

LE MATIN. — A trois heures et demie, boulevard de Boles, 5.000 grévistes ont assisté au meeting organisé par la C. G. T.

LE MATIN. — A trois heures et demie, boulevard de Boles, 5.000 grévistes ont assisté au meeting organisé par la C. G. T.

LE MATIN. — A trois heures et demie, boulevard de Boles, 5.000 grévistes ont assisté au meeting organisé par la C. G. T.

LE MATIN. — A trois heures et demie, boulevard de Boles, 5.000 grévistes ont assisté au meeting organisé par la C. G. T.

LE MATIN. — A trois heures et demie, boulevard de Boles, 5.000 grévistes ont assisté au meeting organisé par la C. G. T.

LE MATIN. — A trois heures et demie, boulevard de Boles, 5.000 grévistes ont assisté au meeting organisé par la C. G. T.

LE MATIN. — A trois heures et demie, boulevard de Boles, 5.000 grévistes ont assisté au meeting organisé par la C. G. T.

Les "Bistrotis" dont se mettre en grève

Ils protestent contre les impôts et les restrictions

La plupart des débits de vins de France, sinon tous, seront fermés vendredi 21 mai. L'après-midi, les deux cents syndicats adhérents à la Confédération nationale des bistrotis, restaurateurs et hôteliers ont été invités à faire ce jour-là, à 2 heures, une assemblée générale « pour protester contre les impôts d'exception votés par la Chambre des Députés et les restrictions de temps de guet qui subsistent encore dix-huit mois après l'armistice ».

A Paris, les syndicats de débitants ont décidé d'organiser un seul et grand meeting. Il aura lieu au Trocadéro, sous la présidence de M. Faivre, vice-président de la Confédération, qui remplacera le président, M. Daniel Gambade, empêché.

Dans un grand nombre de syndicats les adhérents désirent que des débits fussent « fermés », en signe de protestation, toute la journée de vendredi, mais, en raison des grèves de la C. G. T., les conseils syndicaux ont décidé de limiter la fermeture des établissements pendant la manifestation. C'est un premier geste, nous a-t-on dit. Si le Sénat maintenait « les impôts d'exception pour le commerce des boissons », il faudrait attendre à de nouvelles manifestations des débitants.

LA CONFERENCE FRANCO-ANGLAISE Hille, 15 mai. — La première réunion des chefs de gouvernement français et anglais s'est terminée à midi. Les chefs du gouvernement ont décidé de proposer aux autres alliés d'ajourner la Conférence de Spa au 30 juin et de leur permettre de laisser la déclaration qu'ils ont adressée au gouvernement allemand pour l'information de cet ajournement.

LES INDEMNITES MM. Lloyd George et Millerand ont parlé au cours de la séance d'ajournement de la Conférence de Spa. M. Lloyd George a déclaré qu'il n'aurait pas de peine à accepter la proposition de M. Millerand de fixer à 10 milliards le chiffre d'indemnité globale et forfaitaire des réparations. M. Millerand a répondu qu'il n'aurait pas de peine à accepter la proposition de M. Lloyd George de fixer à 10 milliards le chiffre d'indemnité globale et forfaitaire des réparations.

RAFFE POLICIERE 62 COLONIAUX DESERTEURS ARRETES DANS UN HOTEL PARISIEN Paris, 15 mai. — M. Caron, commissaire à la police judiciaire, au cours d'une descente dans un hôtel de la rue de la Harpe, a arrêté 62 déserteurs de l'armée coloniale.

100 POLICEMEN CONTRE UN BANDIT Le "Daily Mail" et le "New-York Herald" rapportent que le bandit américain Frank Wadell, qui était monté dans le train de Chicago, réussit, sans la menace du revolver, à s'emparer d'une somme de 100.000 livres sterling. C'est un record pour un voleur. Il fut poursuivi par la police et se réfugia dans un bâtiment que 100 policiers assaillirent et bombardèrent. Finalement, le bandit fut tué.

Un gendarme condamné à mort En octobre 1919, le gendarme Lebougeur fut condamné à mort pour avoir tué un prisonnier. La Cour d'assises de Seine-et-Oise qui l'a acquitté, a décidé de le condamner à mort.

Du nid au cerveau TOMBE D'UN ARBRE, UN GÂMIN EST MORT Vendredi soir, vers 9 heures, le jeune DEVAUX Maurice, âgé de huit ans, descendant chez ses parents, rue de la Harpe, a été tué par un arbre qui s'est abattu sur lui.

Le crime d'un mari trompé On se souvient du drame rapide qui se déroula le 18 juillet dernier au soir, dans le square Faidherbe, à Lille.

LA GRÈVE GÉNÉRALE

La C. G. T. fait de la propagande par avion

Paris, 15 mai. — Hier et aujourd'hui un avion a survolé la banlieue parisienne et a distribué des tracts de propagande à la nationalisation et au mouvement de grève actuel.

Paris, 15 mai. — Hier et aujourd'hui un avion a survolé la banlieue parisienne et a distribué des tracts de propagande à la nationalisation et au mouvement de grève actuel.

Paris, 15 mai. — Hier et aujourd'hui un avion a survolé la banlieue parisienne et a distribué des tracts de propagande à la nationalisation et au mouvement de grève actuel.

Paris, 15 mai. — Hier et aujourd'hui un avion a survolé la banlieue parisienne et a distribué des tracts de propagande à la nationalisation et au mouvement de grève actuel.

Paris, 15 mai. — Hier et aujourd'hui un avion a survolé la banlieue parisienne et a distribué des tracts de propagande à la nationalisation et au mouvement de grève actuel.

Paris, 15 mai. — Hier et aujourd'hui un avion a survolé la banlieue parisienne et a distribué des tracts de propagande à la nationalisation et au mouvement de grève actuel.

Paris, 15 mai. — Hier et aujourd'hui un avion a survolé la banlieue parisienne et a distribué des tracts de propagande à la nationalisation et au mouvement de grève actuel.

Paris, 15 mai. — Hier et aujourd'hui un avion a survolé la banlieue parisienne et a distribué des tracts de propagande à la nationalisation et au mouvement de grève actuel.

Paris, 15 mai. — Hier et aujourd'hui un avion a survolé la banlieue parisienne et a distribué des tracts de propagande à la nationalisation et au mouvement de grève actuel.

Paris, 15 mai. — Hier et aujourd'hui un avion a survolé la banlieue parisienne et a distribué des tracts de propagande à la nationalisation et au mouvement de grève actuel.

Alex WILL.

Alex WILL.

Alex WILL.

Alex WILL.

Alex WILL.

Alex WILL.